



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

L'ELECTROLYSE (REDA)

10 RUE BERNARD PALISSY
ZI DU PHARE
33700 Merignac

Références : 26-0377
Code AIOT : 0005201011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement L'ELECTROLYSE (REDA) implanté 10 RUE BERNARD PALISSY ZI DU PHARE 33700 Merignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été tenue informée de la présence de tâches de corrosion détectées sur des véhicules stationnés à proximité du site REDA à Mérignac, exerçant une activité de traitement de surfaces.

Contactée, la société a indiqué par téléphone avoir rencontré récemment un aléa lors d'une opération de maintenance sur l'installation de traitement de ses rejets atmosphériques.

Une inspection conjointe avec l'inspection du travail a donc été diligentée afin de récolter de plus amples informations, et appréhender le procédé mis en œuvre et le système de traitement des rejets atmosphériques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- L'ELECTROLYSE (REDA)
- 10 RUE BERNARD PALISSY ZI DU PHARE 33700 Merignac
- Code AIOT : 0005201011
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement REDA est spécialisé dans le chromage électrolytique épais (« chromage dur »), dont la particularité est de faire appel à des bains plus concentrés et des traitements plus longs que le chromage décoratif. Le chromage consiste à revêtir une pièce d'une couche d'épaisseur donnée de chrome métallique.

Il est à noter que l'établissement a gardé la dénomination commerciale « REDA », bien que l'entité juridique soit désormais la société L'ELECTROLYSE, sise à Latresne, avec laquelle il a fusionné en 2006. L'établissement dispose des équipements suivants liés aux activités de traitement de surfaces :

- trois bains de chromage dur (acide chromique au centième et acide sulfurique),
- un bain de déchromage,
- une petite chaîne de chromatation, qui comprend un bain de déchromatation de solution alcaline, des bains de neutralisation et rinçage, et un bain de chromatation au chromate de sodium,
- une ligne de dénickelage (basique).

REDA dispose également d'ateliers mécaniques permettant notamment la rectification des pièces, et d'étuves pour leur dégazage.

La société travaille principalement pour le secteur de l'aéronautique.

L'établissement compte une quinzaine de salariés, répartis en 2 équipes (matin et après-midi, du lundi au vendredi), ainsi qu'une équipe d'astreinte pour le samedi.

L'établissement REDA est autorisé par l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1976, complété par des arrêtés préfectoraux complémentaires datés du 10 mars 1988, 14 mars 2001, 13 novembre 2013 et 9 août 2022. Le site relève du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2565-2a (Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines
- REACH
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Déclaration d'incident | Code de l'environnement du 30/04/2026, article R.512-69 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 2 | Chrome hexavalent | Règlement européen du 10/09/2024, article Annexe XVII | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Eaux souterraines | AP Complémentaire du 14/03/2001, article 3 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 6 | Caractérisation de l'état des milieux | AP Complémentaire du 13/11/2013, article 7 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Eaux pluviales | AP Complémentaire du 10/03/1998, article 3.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------|--|-------------------|
| 4 | Rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les bains de chromage disposent d'un système d'aspiration des émanations, traitées par un dévésiculeur, avant rejet à l'atmosphère. Ce dernier fait l'objet d'une opération de maintenance hebdomadaire (rinçage des filtres), comme préconisé par le fournisseur de l'installation.

Il n'est pas exclu que les corrosions constatées à l'extérieur du site puissent provenir d'un défaut d'exploitation du système de traitement des rejets atmosphériques.

Des éléments complémentaires, détaillés dans les fiches de constats suivantes, ont été demandés à l'exploitant afin de mieux pouvoir caractériser l'évènement notamment son impact sur l'environnement du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/04/2026, article R.512-69 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p> |
| Constats : <p>Le mercredi 29 avril 2026, l'inspection des installations classées a été averti par l'inspection du travail que des tâches de corrosions ont été constatées sur les véhicules stationnés à proximité du site REDA à Mérignac, avec détection de chrome hexavalent.</p> <p>Contacté par téléphone, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un dysfonctionnement sur le dévésiculeur de la ligne de chromage 1-2 avait été détecté et était en cours de traitement.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant procède à la télédéclaration de l'incident détecté sur le dévésiculeur à l'adresse suivante : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Chrome hexavalent

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 10/09/2024, article Annexe XVII |
| Thème(s) : Produits chimiques, Restriction d'utilisation |
| Prescription contrôlée : <p>Annexe XVII - Restrictions applicables à la fabrication, à la mise sur le marché et à l'utilisation de certaines substances dangereuses et certains mélanges et articles dangereux</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>La société L'ÉLECTROLYSE s'est fait connaître en tant qu'utilisateur de chrome hexavalent (CrVI). Par ailleurs, l'exploitant a annoncé durant l'inspection que le site REDA de Mérignac a été choisi par la profession pour être pilote des travaux de substitution du CrVI. En prévision de cela, les installations liées au chromage dur du site ont été remplacées courant de l'été 2025, dont le dévésiculeur de la ligne 1-2.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration en tant qu'utilisateur de Chrome VI du site REDA, ainsi que l'autorisation REACH associée, - la décision de sélection du site REDA pour démonstration de la substitution du Chrome VI. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Rejets atmosphériques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les bains de chromage dur, composés d'acide chromique et d'acide sulfurique, sont des cuves chauffées ouvertes, munies de dispositifs d'aspiration disposés le long des bords de cuves. Les émanations captées sont traitées par un dévésiculeur avant leur rejet par une cheminée en toiture (un système de traitement pour la ligne 1-2 et un pour la ligne 3).</p> <p>Il est à noter que le bain 3 était en cours de traitement le jour de l'inspection, permettant de constater le mode de fonctionnement.</p> <p>Le dévésiculeur de la ligne 1-2 était en cours de maintenance le jour de l'inspection; l'installation ayant été ouverte pour contrôler l'état des filtres. L'exploitant a rappelé que ce dévésiculeur a été mis en service en août 2025. Les bains étaient bâchés durant cette opération. Il a été constaté l'absence de système de mesures fixes permettant contrôler la bonne efficacité de l'installation de traitement. L'exploitant a expliqué qu'une maintenance hebdomadaire est réalisée tous les samedi matin, consistant à procéder à une opération de rinçage des filtres du dévésiculeur, comme préconisé par le fournisseur. Une procédure est établie pour la réalisation de cette opération, consultée durant l'inspection. Il est notamment prévu de couper l'aspiration avant de procéder au rinçage du dévésiculeur. Des mesures de débits d'extraction en amont et en aval du dévésiculeur sont menées ponctuellement.</p> |

L'inspection considère qu'en l'état, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'efficacité de ses systèmes de traitement en exploitation ou lors des phases de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie le dimensionnement des systèmes d'aspiration des lignes de chromage dur installés sur les 2 lignes de chromage. Il justifie, par ailleurs, les dispositions prises pour garantir leur efficacité durant les opérations de rinçage du dévésiculeur afin de garantir la captation des gaz et vésicules émises.

L'exploitant transmet les résultats des mesures de débit annoncées, justifiant de l'efficacité du dévésiculeur. Les critères permettant d'établir l'efficacité du dévésiculeur sont détaillés et justifiés.

L'exploitant justifie des moyens disponibles pour détecter une défaillance du dévésiculeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57* est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.

** L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.*

| Polluant | Rejet direct (en mg/m3) |
|-------------------------------------|--------------------------------|
| <i>Acidité totale exprimée en H</i> | <i>0,5</i> |
| <i>HF, exprimé en F</i> | <i>2</i> |
| <i>Cr total</i> | <i>1</i> |
| Cr VI | 0,1 |
| <i>Ni</i> | <i>5</i> |
| <i>CN</i> | <i>1</i> |

| | |
|--------------------------|-----|
| Alcalins, exprimés en OH | 10 |
| NOx, exprimés en NO2 | 200 |
| SO2 | 100 |
| NH3 | 30 |

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Constats :

L'exploitant a communiqué le dernier rapport de mesure annuelle des rejets atmosphériques, menées par l'APAVE le 19 décembre 2025, sans non-conformités identifiées.

Les concentrations en CrVI mesurées sont les suivantes, conformes à la valeur limite fixée à 100 µg/m3 :

- 0,86 µg/m3 pour la ligne CHR1/CHR2,
- 1,03 µg/m3 pour la ligne CHR3.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de garantir que le prélèvement et l'analyse réalisés une fois par an sont représentatifs des rejets et du fonctionnement des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2001, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

La société REDA doit procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres mentionnés à l'article 2.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisées selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Les paramètres à analyser sont :

- aluminium
- chrome total
- hydrocarbures totaux

Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.

Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées.

Constats :

Il est à noter que la surveillance des eaux souterraines a été modifiée suite aux propositions de la société BURGEAP dans le cadre du rapport de "Caractérisation de l'état des milieux vis-à-vis du chrome et mesures de gestion" d'octobre 2015. Elle vise désormais les piézomètres 2, 4, 6 et 7 pour les paramètres suivants : chrome total, chrome VI et aluminium.

La surveillance piézométrique est menée deux fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux. Les résultats sont enregistrés sous GIDAF, sans commentaire analysant l'évolution des concentrations mesurées.

Les dernières mesures présentent les résultats suivants :

| Piézomètres | 20/03/2024 | 08/10/2024 | 16/05/2025 | 09/09/2025 |
|-------------|---|--|---|---|
| Pz2 (amont) | Temp. : 13,7°C pH : 5,16 Conductiv. : 120 µS/cm Al : 100 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 3,96 µg(Cr)/L Prof piézo : 1,98 m | Temp. : 18,7°C pH : 4,86 Conductiv. : 60 µS/cm Al : 450 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 5,01 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,33 m | Temp. : 14,7°C pH : 5,33 Conductiv. : 90 µS/cm Al : 80 µg(Al)/L Cr VI : < 0,005 µg(Cr)/L Cr : 3,15 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,13 m | Temp. : 20,3°C pH : 4,72 Conductiv. : 130 µS/cm Al : 220 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 4,67 µg(Cr)/L Prof piézo : 3,08 m |
| Pz4 (aval) | Temp. : 13,2°C pH : 4,27 Conductiv. : 250 µS/cm Al : 600 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 167 µg(Cr)/L Prof piézo : 1,95 m | Temp. : 18,7°C pH : 3,36 Conductiv. : 170 µS/cm Al : 1640 µg(Al)/L Cr VI : 39 µg(Cr)/L Cr : 196 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,91 m | Temp. : 15,1°C pH : 3,53 Conductiv. : 260 µS/cm Al : 920 µg(Al)/L Cr VI : 14 µg(Cr)/L Cr : 166 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,4 m | Temp. : 19,2°C pH : 3,64 Conductiv. : 270 µS/cm Al : 640 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 225 µg(Cr)/L Prof piézo : 3,42 m |

| | | | | |
|------------|---|--|---|---|
| Pz6 (aval) | Temp. : 12,6°C pH : 4,19 Conductiv. : 210 µS/cm Al : 560 µg(Al)/L Cr VI : 120 µg(Cr)/L Cr : 206 µg(Cr)/L Prof piézo : 1,86 m | Temp. : 17,7°C pH : 3,87 Conductiv. : 130 µS/cm Al : 410 µg(Al)/L Cr VI : 7 570 µg(Cr)/L Cr : 7 790 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,93 m | Temp. : 15,3°C pH : 4,2 Conductiv. : 210 µS/cm Al : 500 µg(Al)/L Cr VI : 2 850 µg(Cr)/L Cr : 3 000 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,43 m | Temp. : 18,7°C pH : 3,85 Conductiv. : 310 µS/cm Al : 400 µg(Al)/L Cr VI : 11 800 µg(Cr)/L Cr : 13 000 µg(Cr)/L Prof piézo : 3,5 m |
| Pz7 (aval) | Temp. : 13,2°C pH : 4,38 Conductiv. : 150 µS/cm Al : 1080 µg(Al)/L Cr VI : <5 µg(Cr)/L Cr : 356 µg(Cr)/L Prof piézo : 1,23 m | Temp. : 17°C pH : 4,04 Conductiv. : 90 µS/cm Al : 640 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 393 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,25 m | Temp. : 14,5°C pH : 3,94 Conductiv. : 120 µS/cm Al : 0,67 µg(Al)/L Cr VI : < 0,005 µg(Cr)/L Cr : 356 µg(Cr)/L Prof piézo : 1,75 m | Temp. : 16,9°C pH : 3,72 Conductiv. : 170 µS/cm Al : 590 µg(Al)/L Cr VI : < 5 µg(Cr)/L Cr : 302 µg(Cr)/L Prof piézo : 2,79 m |

L'analyse de cette chronique de mesures permet à l'inspection de relever la mise en évidence d'anomalies marquée en aval du site au niveau des piézomètre Pz6 notamment sur plusieurs paramètres (CrVI, Cr en particulier) (cf. point de contrôle suivant).

L'exploitant a annoncé que le dernier relevé a été mené le 28 avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communique les résultats du dernier relevé piézométrique du 28 avril 2026, ainsi qu'une analyse de ces derniers au regard de l'historique des dernières années.

L'exploitant s'assure de fournir une analyse commentée des résultats de mesure mis à disposition

| |
|--|
| dans GIDAF |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Caractérisation de l'état des milieux

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2013, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de gestion |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur la base des résultats obtenus en réponse aux prescriptions des articles 5 et 6 du présent arrêté, l'exploitant propose des mesures de gestion pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en premier lieu, supprimer la ou les sources de pollution sur la base d'un bilan "coûts-avantages" décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes, - sinon et en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche, - contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des eaux souterraines. <p>La mise en œuvre des mesures de gestion est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site REDA à Mérignac présente une pollution des sols connue. Pour rappel, suite à un diagnostic des sols et une évaluation simplifiée des risques du site prescrits par arrêté préfectoral en janvier 2000, une pollution notamment par du chrome, imputable à l'activité de l'exploitant, a été mise en évidence.</p> <p>Le rapport de "Caractérisation de l'état des milieux vis-à-vis du chrome et mesures de gestion", établi en octobre 2015 par BURGEAP, présentait la conclusion suivante :</p> <p><i>" Les investigations réalisées sur site ont concerné le milieu eaux souterraines et sols. Les résultats ont mis en évidence les éléments suivants :</i></p> <p><u>Pour le milieu eaux souterraines :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats des eaux souterraines confirment l'absence d'une pollution en provenance de l'amont hydraulique et la présence d'une anomalie en lien avec les activités exercées au droit du site ; - les concentrations en aval hydraulique présentent un fort abattement des concentrations depuis les installations vers la limite aval du site ; <p><u>Pour le milieu sols :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - il est identifié trois zones présentant des anomalies en chrome total plus importantes en partie Nord-Ouest du site, une zone à proximité des bureaux et une autre à proximité de l'extension bétonnée ; - les zones à proximité des bureaux et de l'extension bétonnée présentent des teneurs plus importantes que celles mesurées à proximité des piézomètres en aval du bâtiment ; - pour chacune des zones investiguées, les concentrations les plus importantes sont généralement rencontrées en profondeur, principalement dans la zone de battement de la nappe (1 à 2 m) ou au |

| |
|--|
| <p>début de la zone saturée (2 à 3 m de profondeur) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la détection de chrome VI reste principalement lié aux conditions d'oxydo-réduction du milieu ; - la lixiviation du chrome est faible. <p>Le schéma conceptuel réalisé à l'issue du diagnostic a considéré les voies d'expositions possibles mais limitées en raison du couvert végétal du site et de la faible fréquentation des zones impactées, uniquement liées aux travailleurs sur site à savoir : l'inhalation de poussières et l'ingestion de sols et poussières contenant des polluants. Une mesure des retombées de poussières avec analyse en métaux permettrait de confirmer que le couvert végétal est assez important pour limiter les envols de poussière et par conséquent le contact direct.</p> <p>A l'issue de l'étude des solutions de gestion, il est proposé le maintien de la surveillance des eaux souterraines avec un renforcement du réseau de surveillance."</p> <p>Par courrier du 11 octobre 2018, l'inspection des installations classées avait fait la demande suivante au regard des résultats de surveillance des eaux souterraines :</p> <p><i>"Par ailleurs, les derniers résultats de la surveillance des eaux souterraines mettent en évidence que la pollution au chrome et à l'aluminium de ces eaux n'est plus contenue dans votre établissement mais impacte l'extérieur du site. Or, il avait été acté que cette pollution ne pouvait être gérée par la surveillance renforcée des eaux souterraines que sous réserve d'absence de transfert de pollution hors site. En conséquence, je vous demande de proposer de nouvelles mesures de gestion de cette pollution et l'échéancier associé."</i></p> <p>A ce jour, les mesures de gestion n'ont pas été revues, et la mesure des retombées de poussières recommandée n'a pas été menée.</p> <p>Compte tenu de l'incident annoncé sur le dévésiculeur de la chaine de chromage 1-2, ce dernier a pu générer des rejets atmosphériques de chrome hexavalent, les corrosions constatées sur les véhicules en étant un signe visible.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie de l'adéquation des mesures de gestion en place et de l'absence d'accumulation de chrome dans l'environnement par les rejets atmosphériques non maîtrisés. Pour ce faire, il procède à une actualisation de la caractérisation de l'état des milieux vis-à-vis du chrome au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des données de l'autosurveillance des eaux souterraines, - d'une mesure des retombées de poussières, comme préconisé, - d'analyses de sols en zone impactée caractérisant l'imprégnation à différentes profondeurs. <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |
|--|

N° 7 : Eaux pluviales

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/1998, article 3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et conditions d'évacuation des eaux pluviales |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| Les eaux pluviales dont la qualité n'est pas susceptible d'être altérée seront collectées dans un réseau propre et pourront être directement rejetées vers le milieu naturel des eaux superficielles. |
| Constats : L'inspection des installations classées n'a pas recueillies d'analyses des eaux pluviales du site avant rejet. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les eaux pluviales collectées sur le site ne sont pas impactées avant rejet. Des analyses sont à mener aux points de rejets du site afin de démontrer l'absence de chrome (total et hexavalent). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |